

Haute technologie—Formation

Puis ce fut la création du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, le Programme de formation de la main-d'œuvre du Canada, le Programme de formation industrielle de la main-d'œuvre du Canada, le Programme de formation dans les métiers en pénurie de main-d'œuvre spécialisée, et une série de programmes fédéraux mis en place pour, justement, relever le défi de formation d'une main-d'œuvre en mauvaise posture et qui nécessitait une attention particulière.

En janvier 1982, un Programme national de formation était annoncé par le gouvernement fédéral et, le 2 août 1982, ce Parlement adoptait la Loi nationale sur la formation. Le gouvernement libéral fédéral de l'époque faisait de la formation une priorité comme en font les 1.2 milliard de dollars qu'il avait consacrés aux fonds de recyclage de la main-d'œuvre. Il est évident d'après ces chiffres que l'intérêt du gouvernement libéral dans ce domaine n'était pas nouveau. Mais ce qui est nouveau, ce sont les défis que nous avons à relever maintenant. Ces défis nouveaux exigent des solutions nouvelles. Et, par «nouvelles», je n'entends pas par là réduire de 120.9 millions de dollars le Programme national de formation, tel que l'a fait le gouvernement conservateur du jour dans son Budget de dépenses déposé il n'y a pas longtemps. Ce Programme, d'ailleurs, monsieur le Président, nous coûte... dans ma circonscription, j'ai profité du Programme de formation nationale.

• (1710)

[Traduction]

La caisse d'accroissement des compétences professionnelles, prévue dans la Loi nationale sur la formation professionnelle a été supprimée par le gouvernement. Ce programme permettait de subventionner les entreprises et les collèges communautaires pour créer de nouveaux moyens de formation. A cet égard, j'ai eu l'occasion de collaborer étroitement avec l'industrie de haute technologie. En 1983, nous avons soumis au gouvernement de l'heure, un programme de subventions, lequel fut approuvé, et financé grâce au budget de la caisse d'accroissement des compétences prévue dans la Loi nationale sur la formation. Il était prévu de verser 1 million à l'Association pour la formation en haute technologie de Kanata pour l'achat d'un ordinateur et 1 million et demi pour la mise au point de didacticiel. Naturellement, ce programme a été fructueux. Hélas, je dois constater aujourd'hui que l'on a mis fin à ce genre de collaboration avec l'entreprise à cause des compressions ordonnées par le ministre des Finances (M. Wilson) qui s'élèvent à 100 millions de dollars. Si bien qu'il sera impossible de maintenir la caisse d'accroissement des compétences professionnelles. Le programme a été annulé.

[Français]

Monsieur le Président, je pense plutôt qu'il est temps de procéder à la création d'une sorte d'institut national de formation de la main-d'œuvre, c'est-à-dire un organisme fédéral regroupant les divers programmes de formation pour mieux les coordonner. Cet institut pourrait devenir l'instrument idéal grâce auquel le Canada serait à même de réaliser les changements qui nous sont imposés par le défi technologique. Cet organisme fédéral de formation pourrait analyser l'ensemble des répercussions du défi technologique sur l'économie canadienne, développer et mettre en œuvre des programmes de formation mieux adaptés, former des gestionnaires et, ainsi, relever le défi du siècle.

Cet institut national de formation pourrait offrir ses services aussi bien aux jeunes qui n'ont pas de débouchés actuellement qu'aux scientifiques, aux femmes qui sont touchées par ces programmes de formation qui, on peut le constater aujourd'hui, manquent dans nos communautés. Je voyais justement cette semaine, monsieur le Président, dans ma circonscription, un groupe qui présente un programme dans le domaine de l'alphabétisation. Ce comité, par exemple, le Comité coordonnateur en Alpha, c'est un comité populaire d'Ottawa-Vanier qui touche de près, je pense, un problème assez difficile, soit le problème de l'analphabétisme, qui se penche sur la question, qui a vu l'urgence de mettre sur pied des projets visant à pallier ce problème caché, méconnu et d'envergure alarmante. C'est le cas d'ailleurs du Comité coordonnateur en Alpha d'Ottawa-Vanier, qui a présenté une demande dans le cadre du programme de subventions pour l'Année internationale de la jeunesse, et j'espère, monsieur le Président, en passant, que la ministre d'État responsable de ce programme saura donner une réponse favorable à cette demande de ce groupe de ma circonscription.

Monsieur le Président, j'aimerais terminer mes remarques en disant que cet institut de formation de la main-d'œuvre canadienne pourrait intéresser les provinces, donner aux Canadiens cet objectif que nous recherchons tous en éducation, c'est-à-dire qu'il y a vraiment un intérêt national, qu'il y a vraiment une nécessité que tous les gens, tous les organismes, tous les niveaux de gouvernement intéressés dans ce problème de formation se doivent de travailler ensemble pour arriver à mettre sur pied des programmes réels, des programmes coordonnés, des programmes qui donneront à notre jeunesse une occasion de mieux se former, de mieux se préparer pour une carrière future.

Monsieur le Président, l'institut de formation pourrait travailler avec l'industrie pour offrir des stages de perfectionnement, pour aider les industries à moderniser leurs moyens de production, pour développer un secteur de robotique au Canada, et Dieu sait qu'on en a besoin, mais surtout l'institut national de formation et de la main-d'œuvre pourrait devenir le chef de file dont le Canada a besoin pour restructurer sa main-d'œuvre et son économie! Tous les intervenants de quelque niveau que ce soit pourraient bénéficier de ses retombées économiques, de son expertise. En définitive, c'est l'économie canadienne, le marché du travail et le niveau de vie des Canadiens qui s'en trouveraient améliorés.

Monsieur le Président, j'espère que cette motion recevra l'assentiment de cette Chambre et que nous pourrons intéresser et le gouvernement fédéral et les provinces et le secteur privé à participer afin de mettre sur place un programme réel de formation de la main-d'œuvre, de perfectionnement également de cette main-d'œuvre canadienne qui a de grands besoins.

• (1720)

[Traduction]

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à l'étude d'une motion qui, compte tenu des changements que nous a si bien décrits le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier), est une motion qui doit être examinée avec beaucoup d'attention. J'ai écouté avec plaisir l'historique de la révolution industrielle qu'on estime avoir duré de quelques décennies à tout un siècle.